



## Déclaration liminaire au CTSD du 14 avril 2020

Madame la Directrice académique,

Notre intention première était de ne pas siéger à ce CTSD, non par principe ou posture, mais parce que nous pensons que la situation inédite et anxiogène que nous vivons nécessite des réponses exceptionnelles de la part de l'Éducation nationale, sous la forme d'un moratoire des fermetures de poste et que la tenue d'instances, dans ce contexte de crise sanitaire effroyable, nous paraît absolument déplacée.

Nous l'avons exprimé par deux fois dans un courrier intersyndical, sans obtenir gain de cause.

Entre temps, notre ministre, grand seigneur, a choisi les médias pour sa com. Quadrupler la dotation en postes du premier degré, il fallait le faire ! Mais pourquoi pas avant ?

Nous ne sommes pas dupes de ses intentions : faire oublier l'impréparation, les maladresses et injonctions contradictoires vis à vis des enseignant.es, la soi-disant continuité pédagogique qui ne fait que révéler et exacerber les inégalités sociales et la fracture numérique. Et peut-être tenter de s'agréger, entre deux tours, un électorat rural ou issu des quartiers défavorisés, sensible aux largesses d'un gouvernement qui se soucierait finalement d'eux !

Pour notre département, un total de 30,5 ETP, conjugué à une démographie en baisse constante depuis trois rentrées, n'est pas négligeable et permet des améliorations certaines.

Si nous sommes là aujourd'hui, c'est parce que nous sommes conscients de l'immense travail que vous avez effectué avec les personnels des services, à faire, défaire et refaire un projet le plus équilibré possible. C'est aussi parce que vous avez accepté notre proposition commune de transformation du CTSD initial en GT, soucieuse d'explicitier vos mesures, d'ouvrir le dialogue et de recueillir nos remarques et questionnements. Nous vous en remercions.

C'est enfin dans un souci de continuité administrative du service public et pour que le mouvement des personnels puisse se tenir.

Notre département n'a jamais connu aussi peu de fermetures depuis bien longtemps, vous l'avez souligné plusieurs fois en GT. Sur le terrain, nous nous attendons à ressentir, en éducation prioritaire essentiellement mais aussi en maternelle, les effets d'un P/E qui s'améliore peu à peu.

Pour autant, sur les 41 ouvertures proposées (hormis les dédoublements), plus de la moitié étaient nécessaires au regard des seuils en vigueur dans notre département depuis des années.

Pour autant, nous ne disposons pas de moyens suffisants pour parvenir à des classes de 25 élèves maximum en milieu ordinaire et 20 en éducation prioritaire.

Pour autant, notre demande réitérée de reconstituer des RASED complets sur tout le territoire ne verra encore pas le jour à la rentrée prochaine.

Pour autant, nos inquiétudes de voir les derniers PMQC disparaître, sans la moindre évaluation, se sont confirmées. À chaque CDEN de rentrée, vous en faisiez pourtant les louanges ! Un dispositif en chasse un autre, plus dicté par la volonté de laisser une empreinte politique que par une véritable réflexion pédagogique.

Pour autant, les difficultés de remplacement conséquentes cette année ne sont pas prises en compte.

Pour autant, il y a urgence à engager des mesures similaires pour le second degré qui subit une saignée de postes, alors que les effectifs augmentent !

Ce sont toutes ces raisons qui conduiront la FSU à voter contre ce projet qui reste contraint dans ses marges de manœuvre par des moyens que nous estimons trop faibles pour l'Éducation.

Il nous faut penser désormais « l'après ». La crise sanitaire confirme que les services publics sont une richesse essentielle et qu'il faut leur donner les moyens de jouer pleinement leur rôle. Au-delà du système de santé, il faut reconstruire ensemble un futur, écologique, social et démocratique, en rupture avec les politiques menées. L'abandon de la réforme des retraites, du jour de carence, de la loi de transformation de la Fonction publique, de l'assurance chômage, ainsi que le dégel du point d'indice, seront des préalables. La FSU, signataire de la tribune pétition « Plus jamais ça, construisons ensemble le jour d'après », contribuera à ce renouveau.